

MOTION proposée par J-Luc FEIT

Baisse brutale des financements CNDS et conséquences sur la dynamique sportive.

En mars dernier, le Gouvernement a décidé de manière brutale, la baisse importante des crédits alloués au Centre National du Développement du Sport pour l'année 2018.

Le CNDS subira une baisse de 23% des crédits en fonctionnement alloués à l'enveloppe territoriale qui touche les ligue, les comités et clubs.

A titre d'exemple, en Nouvelle Aquitaine, cette baisse des dotations CNDS se traduit par une diminution de 50 % de ces dotations pour les comités et clubs des 12 départements.

Cette annonce, faite en cours de saison sportive, ne laisse d'autre choix aux structures que de subir violemment cette baisse des dotations alors que les engagements financiers sont bien engagés.

Cette décision met à mal la dynamique associative dont la valeur est inestimable pour nos territoires. Cette dynamique associative permet, dans des quartiers dits difficiles et dans les zones rurales, de conserver un lien avec les publics fragiles, de tisser du lien social, d'offrir des activités sportives aux plus jeunes, de permettre l'accès au sport au plus grand nombre. Dans les clubs, bénévoles, formateurs, dirigeants, pratiquants, se mobilisent pour permettre à chacun de poursuivre son parcours, de progresser, de se dépasser. Partout, le sport est un outil indiscutable de lien social, de mixité, d'acceptation de l'autre, de santé, d'éducation.

Alors que la Ministre des sports a déclaré vouloir pour la France : « passer d'une nation de sportifs à une nation sportive », cette décision hative et non concertée avec les représentants du mouvement sportif, les partenaires territoriaux, va à l'encontre de cet objectif.

Les Communes, partenaires privilégiées et de proximité des associations et elles-mêmes confrontées à une baisse drastique des dotations de l'Etat, ne pourront faire face et compenser ces pertes financières qui vont parfois voir disparaître des clubs sportifs associatifs et avec eux des possibilités de pratiques pour de nombreux Français.

Les élus du Conseil municipal de Saint-Loubès apportent tout leur soutien au mouvement sportif et demandent au Gouvernement de revoir cette décision et d'entamer un dialogue autour du financement du sport en France.